



Un virage politique dangereux !

Au comité social territorial (CST) du 9 mars 2026, un avis des représentants du personnel était sollicité pour une délégation de service public (DSP) à la direction des transports publics routiers (DTPR).

Conséquence de ce choix politique et idéologique non justifié : 12 postes supprimés ! Une première à la Région !

La CGT-CRN a rendu un avis défavorable à cette DSP et a dénoncé un virage politique inquiétant et dangereux.

Un virage vers l'externalisation des services !

Aujourd'hui la mise en concurrence du ferroviaire et une DSP à la DTPR, et demain à qui le tour ?

Les services de restauration ?

Les services d'entretien des locaux ?

Les services de maintenance ?

D'autres services administratifs ?

L'administration régionale n'a apporté aucune réponse à ces questions...

Suite à l'avis unanime des organisations syndicales, un nouveau CST est programmé le 18 mars prochain.

Si le même projet nous est proposé le 18 mars, la CGT-CRN rendra un nouvel avis défavorable et organisera une mobilisation des agents pour faire stopper cette dérive dangereuse pour l'emploi public régional.